

si ses enfants ou lui-même en souffrent fréquemment », affirme le conférencier, gratifié de rires et d'applaudissements.

De son avis, la prise en charge du secteur informel pourrait se faire à travers les mutuelles. Un cadre réglementaire devra être créé pour permettre un développement légal des mutuelles. M. Bougouma se dit par ailleurs convaincu que la mise en œuvre d'une telle idée ne nuira pas aux services privés d'assurance, mais bien le contraire. Les assurances privées, assurées du bon fonctionnement du système public d'assistance, pourront offrir des services complémentaires, faisant en sorte que l'ensemble des besoins en la matière soient totalement couverts.

Un pas de plus dans la couverture sociale
Le Burkina Faso fait partie des Etats qui ont ratifié la Convention de l'Organisation internationale du travail sur la sécurité sociale et il s'efforce de couvrir les risques sociaux au nombre de neuf. Ce qui l'amène à assurer la pension de retraite, les allocations familiales ou encore, à offrir des prestations en cas d'accident ou de maladie dits professionnels. Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale reconnaît que le pays ne couvre pas encore les risques chômage ni tous les risques maladie. Le projet d'assistance maladie à portée universelle va permettre au Burkina Faso de satisfaire un des points de la convention. Le pays entend développer un système de couverture sociale proche de la vision développée par le Bureau international du travail, laquelle accorde un rôle central à l'Etat, contrairement à la vision de la Banque mondiale qui soutient que l'Etat ne doit s'en tenir qu'aux indigents. Le projet est considéré comme une « grande perspective » par le ministre de la Jeunesse et de l'Emploi, Justin Koutaba, l'un des trois ministres présents à cette conférence. Le système de couverture sociale s'est ouvert au secteur informel, permettant à ses acteurs de bénéficier d'une pension retraite. Pour M. Koutaba, « La plus grande innovation (de la sécurité sociale) c'est d'ouvrir le système de retraite au secteur informel ».

Après l'idée des logements sociaux, celle de la prise en charge-maladie suscite un grand espoir au sein de la population. Elle participe de la valorisation du capital humain, une préoccupation qui est « au cœur de la politique du président Blaise Compaoré », rappelle le ministre de la Fonction publique, Soungalo Ouattara. Il a expliqué que le choix de ce thème montre que la Fonction publique se veut être très proche des fonctionnaires pour leur permettre de se mettre au service du citoyen.

La conférence a mobilisé un millier de personnes. Les hommes de tenue se sont fait remarquer par leur présence. Aux élèves-douaniers, à gauche du podium ont répondu les gendarmes-policiers placés, à droite. On a également noté la présence des fonctionnaires militaires, surtout de commerçants. L'un d'entre eux, exerçant au yaar (marché) du secteur n°1, est du tout instruit en français, a obtenu la mention de l'essentiel des interventions.

Cette conférence fait suite à une autre organisée à Bobo Dioulasso sous le thème : « Les valeurs du service public ». Elle intervient à quelques jours de la finale de la Coupe du fonctionnaire, prévue samedi prochain.

▲ Aimé Mouor KAMBIRE

Accès aux soins de santé

Le RAME et l'ONG Help lancent un plaidoyer

Le Réseau accès aux médicaments essentiels en collaboration avec l'ONG allemande Help a organisé, du 19 au 23 mai 2009 à Ouagadougou, un atelier de formation en technique de plaidoyer en matière de santé. Il s'agit de renforcer les capacités de la société civile à concevoir et à conduire une stratégie de plaidoyer dans le domaine des politiques de santé pour favoriser l'accès des couches vulnérables aux services sanitaires.



Pour Simon Kaboré, coordonnateur du RAME, le plaidoyer permettra d'attirer l'attention des politiques sur la problématique de l'accès des populations vulnérables aux soins de santé.

Le Burkina Faso enregistre un taux de morbidité et de mortalité élevé. Cela pose un problème d'accès aux soins de santé par les populations notamment les plus démunies. C'est dans ce contexte que l'ONG allemande Help qui réalise un projet de subvention des soins de santé y a associé un volet communication pour influencer les politiques en faveur de l'accès financier aux soins de santé. Elle a ainsi établi un partenariat avec le Réseau accès aux médicaments essentiels (RAME) pour renforcer les capacités techniques, méthodologiques et stratégiques des organisations des sociétés civiles en matière de plaidoyer avec pour finalité l'amélioration des soins de santé. C'est ce souci qui justifie la tenue d'un atelier à Ouagadougou du 19 au 23 mai pour renforcer les capacités des participants à concevoir et à conduire une stratégie de plaidoyer en matière de politique. « Ce renforcement inclut une meilleure connaissance des participants sur la problématique de l'accès des populations vulnérables aux soins de santé. Il s'agit aussi de constituer une base d'alliés pour soutenir et participer au plaidoyer que le RAME va mener avec l'appui de l'ONG Help », a précisé le coordonnateur du Réseau, Simon Kaboré. Pour le RAME, le présent atelier vise donc à former une base constituante pour le plaidoyer en faveur de l'adoption de mesures favorables à l'accès des couches vulnérables aux soins de santé primaires. La formation a permis aux participants



Ludovic Queuille, chargé de plaidoyer à l'ONG Help : « Nous avons une stratégie qui mérite d'être expérimentée en accord avec le gouvernement... ».

d'avoir des notions sur le brainstorming, l'échange d'expérience, le jeu de rôle. Les travaux de groupe, l'étude de cas et des présentations Power point ont renforcé les connaissances cognitives des participants sur les concepts et les étapes clés du plaidoyer. « Ça été très bénéfique. Nous avons appris les techniques de plaidoyer, ce qu'est un plaidoyer, comment négocier et communiquer », estime Mme Béatrice Ouédraogo, participant de l'Association défis gynécologiques. En fait, le plaidoyer va bâtir sa stratégie à partir de l'expérience du projet de subvention de soins de santé mené par l'ONG Help en faveur des femmes enceintes, allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les indigents dans les districts de Dori et Sebba dans le Sahel. « C'est une stratégie nouvelle qui mérite d'être expérimentée en accord avec le gouvernement. Elle permet d'être documentée, de tirer les leçons de cette expérience et de diffuser les

leçons apprises en vue de faire baisser la mortalité infantile, d'augmenter l'utilisation à terme des services de santé par ces populations en vue de s'approcher des Objectifs du millénaire pour le développement », explique Ludovic Queuille, chargé de plaidoyer à l'ONG Help. Il poursuit que les données produites seront rendues disponibles au niveau du comité scientifique, de la société civile et du gouvernement. C'est pourquoi, M. Queuille s'est réjoui du fait que la présente formation ait permis de prendre contact avec les OSC qui travaillent sur l'accès aux soins de santé et surtout de les renforcer. Et le coordonnateur du RAME, Simon Kaboré d'ajouter : « le plaidoyer a commencé par l'atelier et après cette formation, les acteurs disposés à travailler sur le processus pourront participer activement aux activités ». Car dit-il « on constate que les politiques prévoient que soient prises des mesures pour l'accès des populations vulnérables aux services de santé. Mais pour le moment, il manque une politique nationale pour leur accès aux soins de santé. On a des initiatives isolées géographiquement ou par populations-cibles (femmes enceintes, enfants de moins de 5 ans) mais pas pour les populations vulnérables en général ». C'est pourquoi, M. Kaboré se convainc que le plaidoyer permettra d'asseoir une politique qui prend en compte les personnes vulnérables sur le territoire national. Et la mobilisation de la société civile semble nécessaire pour attirer l'attention des politiques sur cette problématique.

▲ S. N. COULIBALY



Les participants ont été outillés en technique de plaidoyer pour influencer les politiques en faveur des pauvres.